

La métha comme réponse à la crise... si les verrous sont levés

L'assemblée générale VAM, le 10 mars à Pouffonds, a été l'occasion pour les adhérents et leurs partenaires de faire le point sur leurs problématiques et solutions. Pendant la crise énergétique actuelle, la méthanisation veut se faire entendre.

par Carole Lumineau
Agri79

Même si ses fondateurs sont de la Vienne, l'association Valeurs Agri Metha (VAM) a fait des petits, couvrant jusqu'à 12 départements à ce jour, et rassemblant 83 adhérents. Son AG en Deux-Sèvres était l'occasion d'accueillir un nouvel adhérent de taille : la chambre d'agriculture 79, mais aussi de débattre avec l'ensemble des partenaires présents des enjeux de la méthanisation (économie, réglementaire et acceptabilité par la société). « Depuis le début de cette année, nous renforçons l'accompagnement aux exploitations via cinq groupes d'action », détaille Hélène Berhault-Gaborit, chef de projets méthanisation chez VAM. L'un de ces groupes rassemble 11 sites de méthanisation pour enregistrer et comparer les résultats technico-économiques, l'autre planche sur la transition agroécologique, un autre encore



Les temps de rencontre organisés par VAM sont l'occasion d'échanges techniques ou sur des points précis, comme la pénurie de pièces détachées par exemple.

explore les moyens de mieux communiquer auprès du grand public et des scolaires, etc.

Indicateurs au rouge

Lors de l'AG, impossible d'échapper au sujet de la hausse des intrants, et de l'énergie, qui tend le marché. « Economie à tous les niveaux », martèle le président de VAM, Yves Debien. Nous n'avons plus de repères avec les hausses des consommables et de l'énergie. Cela met en péril les devis de construction alors que les

tarifs de rachat de biogaz continuent à baisser pour les nouveaux projets. Il y a nécessité de connaître et comparer tous nos postes de charges, et de ne pas fonctionner par habitude ». Dans l'assistance, on évoque les nouvelles normes ICPE de 2021 contraignant les sites en fonctionnement à réinvestir, et des prix de l'énergie qui ne reviendront jamais à la normale. Malgré ces indicateurs au rouge, les soutiens locaux à la méthanisation sont nombreux : élus du Grand Poitiers, responsable de Séolis (qui

ouvrira trois stations biogaz en Deux-Sèvres en 2023) et de Soregies, banquiers et assureurs... « Même si les métha restent des projets risqués, on n'hésite pas à les accompagner », indique Sylvain Viollet, responsable Energie à la Banque Populaire Centre-Val-de-Loire. Et Yves Debien d'ajouter : « Nous avons des installations qui affichent de bons résultats de production et de sécurité au bout de cinq ans. Les risques sont mesurés ».

Vanessa Baudrier-Paillat fait partie de ces exploitations qui roulent. L'unité de méthanisation qu'elle gère en cogénération à Mauzé sur le Mignon alimente trois collectivités (dont la piscine et le collège, soit l'équivalent de 3000 foyers et de 100 000l de fioul). Pour elle, l'agriculture pourrait offrir une solution de souveraineté énergétique face au conflit russo-ukrainien, si seulement des verrous réglementaires étaient levés. « Nous pourrions produire le double, mais il faut que l'Etat sache ce qu'il veut. La double valorisation est encore interdite sur certains contrats, le BG16 est limité à 499 kW elec ; l'autoconsommation de biogaz ou l'intégration de déchets ménagers ne sont pas admis ; on ne peut pas revendre sur le marché spot quand on est en cogénération... », liste l'exploitante agricole. Pour l'heure, les entrepreneurs de la méthanisation sont frappés, comme les autres, par la hausse des prix de l'électricité, du gaz et des intrants, qui fragilise leur activité. Yves Debien conclut : « Avec la crise européenne que l'on vit, l'Europe devra reprioriser son mix énergétique et nous laisser travailler ! ». Objectif affiché : + de 30% de gaz vert issu de la production de biogaz dans les réseaux français à l'horizon 2030. 98% du gaz consommé en France est importé à ce jour.

En chiffres

- 63 sites de métha :
 - 32 en fonctionnement,
 - 3 en construction,
 - 28 en projet
- 20 membres fondateurs ou associés (Chambres d'agriculture, Soregies, syndicats agricoles, banques, assurances, centres de gestion, conseil patrimoine, Cuma, négoce, coopératives, entrepreneurs du territoire, département, collectivités)
- 416 personnes formées depuis 2013, dont 344 agriculteurs.